

Editorial 3+

Votre analyse de la situation politique et de la sécurité au niveau mondial



GLOBAL

Le Guyana reste une épine dans le pied du Venezuela

RÉGIONALE

Nouveaux instruments de destruction et de violence dans la guerre entre cartels mexicains

LOCAL

Quel est le risque du décret du gouvernement Petro interdisant sans exception les exportations de charbon vers Israël ?



VENEZUELA



Source: SEMANA, 2025

Votre analyse de la situation politique et de la sécurité au niveau mondial

Source: France24, 2023

Le Guyana s'impose aujourd'hui comme le nouveau « petro-État » d'Amérique latine. Le pays enregistre en effet la croissance la plus rapide au monde en matière de production pétrolière. À l'heure actuelle, il occupe la troisième place mondiale en termes de production de pétrole par habitant, derrière seulement le Koweït et le Qatar (BBC, 2025). Depuis le début de l'exploitation pétrolière en 2015, l'économie guyanienne a connu une transformation spectaculaire : le PIB a progressé de 63,3 % en 2022, de 33,8 % en 2023 et de 43,6 % en 2024, selon les données de la Banque mondiale (CNN, 2025).

La production atteint désormais près de 670 000 barils par jour et, grâce à un contrat conclu avec ExxonMobil – qui a identifié environ 11 milliards de barils dans la zone économique exclusive du pays –, le gouvernement espère générer près de 41 milliards de dollars US sur les cinq prochaines années (Radar Energético, 2025). Cette dynamique attire naturellement l'attention des grandes puissances, notamment les États-Unis et la Chine. Elle ravive toutefois un différend territorial vieux de plus d'un siècle entre le Guyana et le Venezuela, concernant la région de l'Essequibo.

Ce territoire, qui représente près des deux tiers de la superficie guyanienne (160 000 km² entre les fleuves Essequibo et Orénoque), recèle d'importantes ressources naturelles : or, manganèse, pétrole terrestre, et surtout d'immenses gisements offshore (La República, 2025). En 2024, l'Assemblée nationale du Venezuela a adopté une loi visant à créer l'« État de Guyane Essequibo », initiative qualifiée par le gouvernement guyanien de « menace existentielle ».

Cette décision a conduit le différend devant la Cour internationale de Justice (BBC, 2025). Dans ce contexte, la même année, un navire de guerre britannique a été déployé dans la zone en soutien au Guyana, tandis que les forces armées américaines ont mené des exercices militaires conjoints avec l'armée guyanienne (CNN, 2025). Les risques liés à une confrontation armée demeurent toutefois élevés pour les deux parties, notamment en raison des intérêts énergétiques stratégiques des États-Unis, qui pourraient être directement affectés. Il convient néanmoins de souligner que, dans le climat actuel de tensions accrues entre Washington et Caracas, plusieurs facteurs peuvent motiver une défense particulièrement ferme de l'Essequibo.



À cet égard, il est significatif que le président guyanien, Irfaan Ali, ait publiquement soutenu le déploiement militaire américain dans les Caraïbes, le 30 août dernier, dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic et le « Cartel des Soleils », organisation que Washington associe directement à Nicolás Maduro (Vanguardia, 2025).

Le lendemain de ces déclarations, le président Ali a signalé une attaque de l'armée vénézuélienne contre du matériel électoral transporté sur le fleuve Cuyuní, dans la région de l'Essequibo. Par ailleurs, le lundi 1er septembre, se sont tenues les élections présidentielles, au terme desquelles Ali a été réélu pour un second mandat (La República, 2025). Cette victoire laisse présager la poursuite des tensions, le chef de l'État entendant consolider le statut de son pays en tant qu'allié stratégique des États-Unis, de puissances régionales telles que le Brésil, ainsi que du Royaume-Uni et du Commonwealth (SEMANA, 2025). Dans ses déclarations à la presse ce même jour, Ali a réaffirmé son engagement en faveur de « toute initiative visant à éliminer les menaces pesant sur notre sécurité, non seulement en termes de souveraineté (...) mais aussi pour lutter contre la criminalité transnationale » (Vanguardia, 2025). Dans ce contexte, le Guyana, bénéficiant du soutien des États-Unis et de plusieurs voisins, apparaît déterminé à réaffirmer sa souveraineté et à projeter une influence militaire et politique croissante dans la région. Néanmoins, le pays continuera de constituer un foyer d'attention géopolitique : sa capacité à produire du pétrole de manière plus compétitive et durable que nombre de producteurs actuels en fait un acteur central dans la compétition énergétique mondiale.



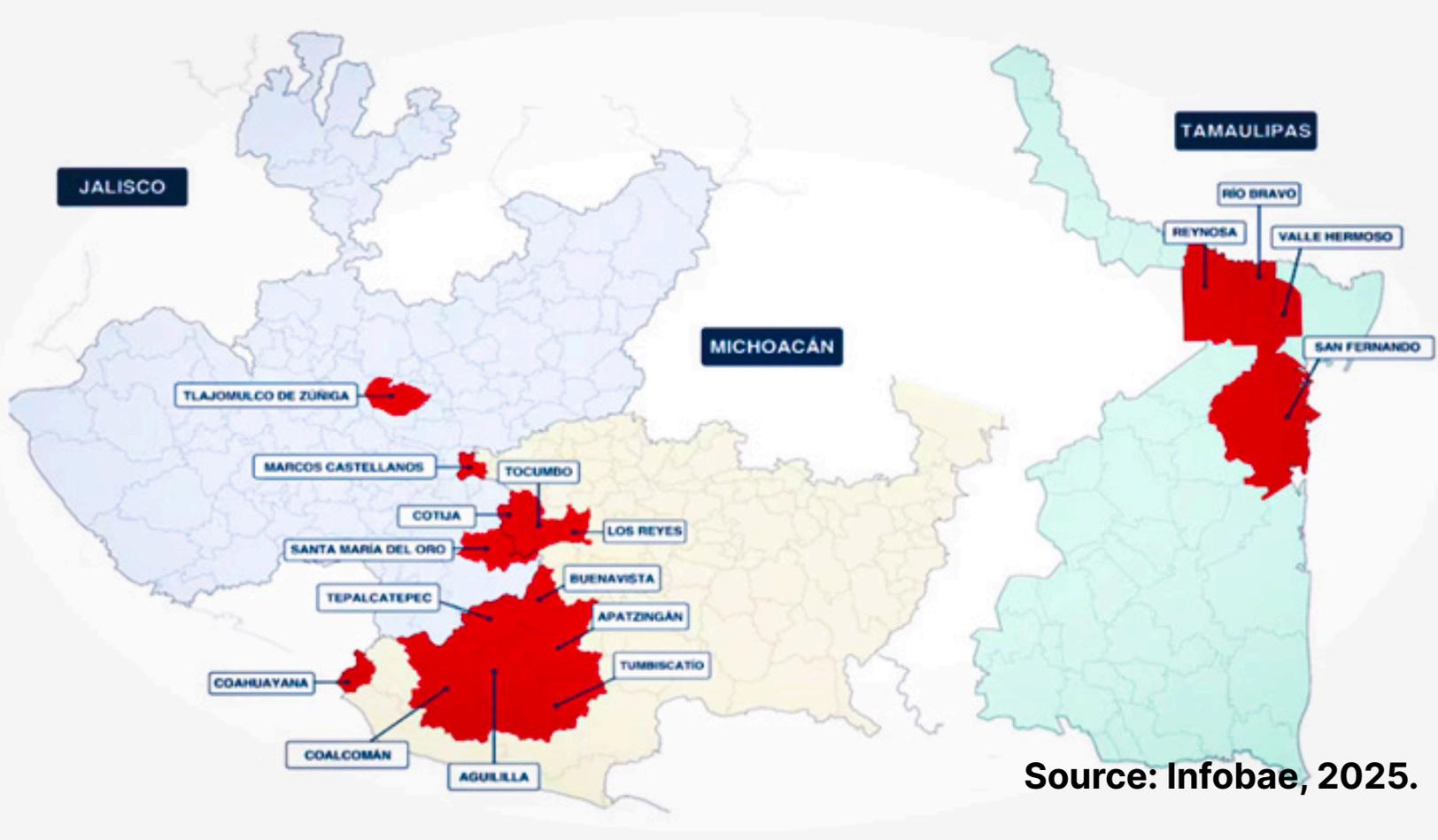
Régional

Nouveaux instruments de destruction et de violence dans la guerre entre cartels mexicains

Les dynamiques récentes du crime organisé au Mexique se traduisent par une intensification de l'usage de mines antipersonnel et d'autres dispositifs, tels

que les drones. Des épisodes survenus dans des États comme le Michoacán, le Tamaulipas ou le Chihuahua ont alerté les autorités, confrontées à des défis considérables en l'absence de statistiques publiques permettant d'appréhender précisément l'ampleur du phénomène. Il demeure ainsi difficile pour le gouvernement de déterminer avec exactitude où, quand, comment et dans quelle mesure ces engins sont employés par les organisations criminelles (El País, 2025). L'attribution de ces attaques reste également incertaine. Si le Cártel Jalisco Nueva Generación a été le premier à introduire l'usage de mines antipersonnel sur le territoire mexicain, ses rivaux ont rapidement reproduit cette tactique (DW, 2025).

L'utilisation de ces dispositifs doit être analysée dans le cadre du nouveau paradigme criminel qui prévaut dans le pays. La logique des cartels, essentiellement économique, les conduit à rivaliser pour le contrôle territorial, perfectionnant sans cesse leurs méthodes (El País, 2025).



Source: Infobae, 2025.

La pose de mines constitue un moyen de freiner les incursions militaires, de limiter l'action des autorités et de repousser les attaques d'organisations concurrentes. Cependant, les principales victimes demeurent les populations civiles. Parmi les zones les plus touchées figurent le Michoacán (notamment les municipalités de Cotija, Apatzingán et Buonavista Tomatlán), le Tamaulipas et le Jalisco (municipalités de Tlajomulco de Zúñiga et Santa María del Oro) (DW, 2025).

Bien que ce phénomène ne soit pas exclusif au Mexique, il présente certaines particularités par rapport au cas colombien. En Colombie, la problématique des mines terrestres est ancienne et a connu un regain ces dernières années.

Selon le Landmine Monitor 2024, le nombre d'accidents liés à ces engins a doublé en 2023 par rapport à l'année précédente. Ces incidents sont principalement attribués à l'action de Groupes Armés Organisés (GAO). Au Mexique, la situation diffère. Comme le souligne Victoria Dittmar, chercheuse à InSightCrime, si l'usage de mines antipersonnel n'est pas nouveau, une augmentation significative est observable à partir de 2022, ce qui révèle le caractère relativement récent de ce phénomène dans le pays (DW, 2025).

Malgré les efforts du gouvernement, la réponse reste complexe. Une unité spécialisée de l'armée est chargée de neutraliser ces engins, mais tandis qu'une zone est « nettoyée », les groupes criminels se déplacent et installent de nouvelles mines ailleurs, ce qui met en question l'efficacité des opérations.



De plus, les mines constituent pour la criminalité organisée une arme peu coûteuse et relativement simple à fabriquer, rendant improbable leur abandon à court terme. Il a par ailleurs été constaté que des organisations comme le Cártel Jalisco Nueva Generación ont recruté des experts colombiens en explosifs. Ces derniers auraient accès à des composants obtenus illégalement par le biais du trafic d'armes en provenance d'Europe de l'Est, d'anciens pays soviétiques ou encore de certains pays africains. Il convient enfin de préciser que la prolifération de ce type d'armes reste circonscrite aux territoires mexicains marqués par de hauts niveaux de violence et de conflit. Dans les régions où l'intensité des affrontements est moindre, l'impact des mines demeure peu probable (DW, 2025).

Quel est le risque du décret du gouvernement Petro interdisant sans exception les exportations de charbon vers Israël ?



LOCAL

La promulgation du décret 0949 de 2025 par le gouvernement de Gustavo Petro, interdisant strictement les exportations de

charbon colombien à destination d'Israël, constitue un tournant majeur tant sur le plan économique que juridique. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la condamnation internationale de l'offensive militaire israélienne à Gaza, qui a fait plus de 55 000 morts et environ 130 000 blessés depuis octobre 2023, selon les données officielles. L'Exécutif colombien justifie sa décision sur trois fondements : le respect du droit international, la protection des populations civiles et la cohérence de la position de la Colombie en tant que membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour la période 2025-2027 (El País, 2025). L'argument avancé est qu'empêcher l'exportation de charbon évite que des ressources stratégiques du pays ne contribuent indirectement à l'alimentation du conflit.

Toutefois, au-delà de cette motivation éthique et politique, la décision soulève d'importantes questions quant à sa légalité, à son impact économique et à la cohérence de la politique commerciale colombienne (Infobae, 2025). Sur le plan économique, les répercussions sont substantielles. Israël représentait un partenaire commercial non négligeable dans le secteur charbonnier, avec des importations moyennes de 250 000 tonnes par mois avant l'entrée en vigueur du décret. Par la suite, ce volume est tombé à 107 000 tonnes, entraînant des pertes estimées à 200 milliards de pesos par million de tonnes non exportées en impôts et redevances.

Cette contraction de la demande, combinée à la conjoncture internationale marquée par une forte volatilité des prix et par des réductions de production allant jusqu'à 50 % annoncées par certaines entreprises en 2024, affecte directement la stabilité des finances publiques et la capacité de l'État à maintenir des programmes d'investissement social dans les régions productrices.

Le risque le plus profond réside toutefois dans la sphère juridique et institutionnelle de la sécurité.

En outre, Israël a rapidement diversifié ses approvisionnements en se tournant vers l'Indonésie, l'Australie et d'autres marchés, ce qui a privé la Colombie d'un client stable difficile à remplacer à court terme. Ainsi, l'interdiction ne se limite pas à un effet fiscal immédiat : elle affaiblit également la compétitivité internationale du pays dans un secteur hautement concurrentiel (Infobae, 2025).





Source: Martha Morales Manchego / Semana

Le risque le plus profond se situe toutefois sur le plan juridique et de la sécurité institutionnelle. L'Association colombienne de l'industrie minière (ACM) estime que le décret méconnaît l'accord commercial bilatéral conclu entre la Colombie et Israël, accord qui a été approuvé par le Congrès et validé par la Cour constitutionnelle, acquérant ainsi une valeur constitutionnelle. Si un acte administratif tel qu'un décret peut restreindre un traité de cette portée, cela envoie un signal d'instabilité normative et fragilise la confiance dans l'État colombien en tant que garant de la prévisibilité des règles.

Par ailleurs, le fait que le décret fasse l'objet d'un recours devant le Conseil d'État illustre la tension entre la politique étrangère et le cadre juridique interne, un bras de fer qui contribuera à préciser la jurisprudence en matière de hiérarchie des normes entre traités internationaux et décisions de politique conjoncturelle (Infobae, 2025).

À l'avenir, plusieurs scénarios prospectifs peuvent être envisagés. Dans une première hypothèse, le Conseil d'État confirme la validité du décret, ce qui renforcerait le discours du gouvernement en matière de défense des droits humains, mais consacrerait un précédent d'insécurité juridique aux effets durables sur l'investissement. Dans une seconde hypothèse, l'interdiction serait annulée, représentant un revers politique pour Petro, mais permettant de rétablir la confiance des marchés et de réaffirmer la primauté des engagements internationaux sur les décisions exécutives.

Une troisième voie intermédiaire demeure envisageable : le tribunal pourrait maintenir la restriction, tout en imposant à l'Exécutif des ajustements réglementaires afin de rendre la mesure compatible avec le cadre constitutionnel et les accords commerciaux, ouvrant ainsi la voie à des solutions négociées.



Dans tous les cas, l'expérience met en évidence la nécessité de concevoir des politiques de contrôle et de régulation capables d'harmoniser les principes éthiques de la politique extérieure avec la préservation de la sécurité juridique et de la stabilité économique. Le défi consiste, en définitive, à démontrer que la Colombie peut se positionner comme un acteur cohérent dans la défense des droits humains, sans fragiliser ses institutions ni compromettre le développement de son principal secteur d'exportation (Infobae, 2025).

Fuente: Pares, 2024

RÉFÉRENCES

- Ávila Claudio, R. A. (1 de septiembre de 2025). Cómo influyen en las elecciones en Guyana el boom petrolero de la «Dubái de Sudamérica» y el conflicto con Venezuela por el Esequibo. BBC News Mundo.
<https://www.bbc.com/mundo/articulos/cj3lkl42n4o>
- Cardona, L.S. (30 de agosto de 2025). Colombia prohíbe totalmente la exportación de carbón a Israel, confirmó el Ministerio de Comercio. Obtenido de El País:
<https://www.elpais.com.co/colombia/colombia-prohibe-totalmente-la-exportacion-de-carbon-a-israel-confirmando-el-ministerio-de-comercio-3019.html>
- CNN. (2025). Guyana, petróleo y disputa territorial: ¿Por qué a EE.UU. y la región le importan las elecciones de este país sudamericano? MSN.
<https://www.msn.com/es-us/noticias/other/guyana-petr%C3%B3leo-y-disputa-territorial-por-qu%C3%A9-a-eeuu-y-la-regi%C3%B3n-le-importan-las-elecciones-de-este-pa%C3%ADs-sudamericano/ar-AA1LA6du>
- Escobar, N. (20 de julio de 2025). Gobierno Petro cometió un error al prohibir exportaciones de carbón a Israel y las empresas mineras aprovecharon. Obtenido de Infobae:
<https://www.infobae.com/colombia/2025/07/21/gobierno-petro-cometio-un-error-al-prohibir-exportaciones-de-carbon-a-israel-y-las-empresas-mineras-aprovecharon/>
- Ferri, P. (11 de febrero de 2025). Drones con explosivos y minas antipersona: la realidad criminal que se asienta en México. Obtenido de El País:
<https://elpais.com/mexico/2025-02-12/drones-con-explosivos-y-minas-antipersona-la-realidad-criminal-que-se-asienta-en-mexico.html>
- FRANCE 24. (2023). ¿Por qué la región de Esequibo está en disputa entre Venezuela y Guyana? FRANCE24.
<https://www.france24.com/es/programas/econom%C3%ADa/20231202-por-qu%C3%A9-la-regi%C3%B3n-de-essequibo-est%C3%A1-en-disputa-entre-venezuela-y-guyana>
- Infobae. (01 de septiembre de 2025). Colombia prohíbe las exportaciones de carbón a Israel por su ofensiva en Gaza. Obtenido de:
<https://www.infobae.com/america/agencias/2025/09/01/colombia-prohibe-las-exportaciones-de-carbon-a-israel-por-su-ofensiva-en-gaza/>
- Jiménez, E. (17 de abril de 2025). Estos son los 17 municipios donde han explotado minas terrestres del narco. Obtenido de Infobae:
<https://www.infobae.com/mexico/2025/04/17/estos-son-los-17-municipios-donde-han-explotado-minas-terrestres-del-narco/>
- La República. (1 de septiembre de 2025). Guyana elige a su nuevo presidente en medio del boom petrolero y la histórica disputa con Venezuela por el Esequibo. La República.pe.
<https://larepublica.pe/mundo/2025/09/01/guyana-elige-a-su-nuevo-presidente-en-medio-del-boom-petrolero-y-la-historica-disputa-con-venezuela-por-el-essequibo-28678>
- La República. (30 de septiembre de 2025). Colombia pierde cerca de 5% de rentas de carbón con el cese de envíos a Israel. Obtenido de:
<https://www.larepublica.co/economia/colombia-pierde-5-de-rentas-de-carbon-con-cese-de-envios-a-israel-4192010>
- Mijares, V. M. (2011). Venezuela, Guyana y el problema de la soberanía selectiva por Víctor Mijares.
<https://runrunes.org/noticias/25957/venezuela-guyana-y-el-problema-de-la-soberania-selectiva-por-victor-mijares/>
- Radar Energético. (12 de agosto de 2025). Guyana irrumpe como el nuevo petroestado de Sudamérica.
<https://www.radarenergetico.com/guyana-irrumpe-como-el-nuevo-petroestado-de-sudamerica/>
- SEMANA. (2025). Dos aviones de combate de EE. UU. sobrevuelan país vecino de Venezuela, en medio de escalada de tensiones con Maduro. MSN.
<https://www.msn.com/es-co/noticias/other/dos-aviones-de-combate-de-ee-uu-sobrevuelan-pa%C3%ADs-vecino-de-venezuela-en-medio-de-escalada-de-tensiones-con-maduro/ar-AA1M7Wv0>
- Traeder, V. (28 de agosto de 2025). Minas antipersonales: la silenciosa guerra entre cárteles. Obtenido de DW:
<https://www.dw.com/es/minas-antipersonales-en-m%C3%A9xico-la-silenciosa-guerra-entre-c%C3%A1rteles/a-73801887>
- Vanguardia. (1 de septiembre de 2025). Así fue el ataque en el Esequibo que elevó la tensión entre Guyana y Venezuela. www.vanguardia.com.
<https://www.vanguardia.com/mundo/2025/09/01/asi-fue-el-ataque-en-el-essequibo-que-elevo-la-tension-entre-guyana-y-venezuela/>